Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1446

Artikel: La sécurité au juste prix
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026207

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
JAA 1002 Lausanne
13 octobre 2000 – nº 1446
Hebdomadaire romand
Trente-septième année

La sécurité au juste prix

L'armée et la volonté de défense ont façonné l'identité helvétique. Mais, paradoxalement, au pays de la démocratie directe, le peuple n'a pas son mot à dire dans ce dossier. Certes le souverain a pu se prononcer sur la suppression de l'armée et l'achat de nouveaux avions de combat. Mais jamais sur la conception de la défense qui reste l'affaire des experts, beaucoup, et des autorités.

L'initiative socialiste, qui demande la réduction de moitié du budget militaire en dix ans, offre enfin la possibilité d'un tel débat. Car ce cadre financier contraignant impose de redéfinir la politique de défense.

Enfin un débat populaire sur l'armée

En effet, le Conseil fédéral comme le Parlement peinent à intégrer la nouvelle donne internationale et européenne. Paralysés par une conception périmée de la neutralité, ils persistent à promouvoir une armée axée en priorité sur la défense du territoire – contre qui? – au mépris des conditions actuelles et futures prévisibles. Voir par exemple le récent achat de 186 chars de grenadiers, dont la seule justification paraît être la protection du parc actuel de blindés, sans questionnement sur l'opportunité d'entretenir encore un tel parc.

En réalité la conception officielle de la défense, avec une progression prévue des dépenses, traduit un vaste mouvement de transfert des charges du secteur privé vers l'Etat. Les entreprises vont profiter de la réduction des effectifs et de l'introduction d'un service de longue durée. Mais, par contre, l'économie ne veut pas renoncer aux commandes du Département de la défense. Dès lors, on comprend mieux pourquoi Economiesuisse – nouvelle appellation du Vorort – dirige la campagne contre l'initiative.

L'initiative socialiste s'inscrit dans une tendance forte de réduction des budgets militaires, induite par la chute du mur de Berlin. La Suisse n'échappe d'ailleurs pas à cette tendance. Le budget actuel de la défense avoisine 5 milliards de francs contre 6,4 milliards en 1987. Pour atteindre l'objectif fixé par l'initiative, il faut encore amaigrir ce budget de 1,8 milliard en dix ans. Un objectif qui nous contraindrait enfin à penser notre défense dans un contexte européen, c'est-à-dire à renoncer à l'option mégalomane et irréaliste d'une sécurité en solitaire et à concrétiser cette « sécurité par la coopération » prônée par le Conseil fédéral. Et à participer pleinement aux efforts de la communauté internationale en matière de maintien de la paix.

Les socialistes sont-ils conscients de l'enjeu? En tout cas pas celles et ceux qui s'apprêtent à joindre leurs voix à celles de l'UDC et de l'ASIN pour combattre le possible envoi de soldats armés à l'étranger et qui, de ce fait, rendent un bien mauvais service à leur initiative. Antimilitariste et béatement pacifiste, cette dernière n'a aucune chance. JD